

PROVINCE DE QUÉBEC
COMTÉ LAC SAINT-JEAN
MUNICIPALITÉ DE SAINT-GÉDÉON

Procès-verbal d'une séance extraordinaire du conseil municipal de Saint-Gédéon tenue le lundi 18 décembre 2023 à 19 h 15, à la salle du conseil municipal, à laquelle sont présents les conseillers suivants : M. Jean-Sébastien Allard, M. André Gagnon, M. Michel Tremblay, M. Pierre Boudreault, M. Gabriel Fortin et M. Jean Gauthier qui siègent sous la présidence du maire, M. Émile Hudon.

Assiste également M. Marc-Olivier Simard, directeur général adjoint au développement.

1- MOT DE BIENVENUE DU MAIRE ET CONSTAT DU QUORUM

À 19 h 15, le maire, M. Émile Hudon, préside et après avoir constaté le quorum, déclare la séance ouverte en souhaitant la bienvenue.

2- LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR :

356-12-23

Il est proposé par M. Gabriel Fortin, appuyé par M. Pierre Boudreault, et résolu à l'unanimité des conseillers, d'adopter l'ordre du jour suivant pour cette assemblée :

1. Mot de bienvenue du maire et constat du quorum
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Adoption règlement numéro 2023-530A fixant les taux de taxes foncières
4. Adoption règlement numéro 2023-531 fixant les tarifs de compensation pour le service d'aqueduc
5. Adoption règlement numéro 2023-532 fixant les tarifs de compensation pour le service d'égout
6. Adoption règlement numéro 2023-533 fixant les tarifs de compensation pour les matières résiduelles
7. Adoption règlement numéro 2023-534 fixant la tarification pour le service de vidange et de traitement des fosses septiques des résidences isolées
8. PAVL Volet Entretien (ERL) 2022 — Résolution
9. Modification au calendrier des sessions 2024
10. Période de questions
11. Levée de l'assemblée

3- ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2023-530A FIXANT LES TAUX DE TAXES FONCIÈRES

ATTENDU QUE le conseil municipal doit, à chaque année, préparer et adopter le budget en prévoyant des revenus au moins égaux aux dépenses, conformément à l'article 954 du code municipal ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 988 du code municipal toute taxe doit être imposée par un règlement ;

ATTENDU QUE dans le but d'équilibrer le budget de l'exercice financier 2024, il est nécessaire au conseil de fixer des nouveaux taux de taxes foncières ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 244.29 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, il est permis au conseil de fixer plusieurs taux de la taxe foncière en fonction de la catégorie des immeubles ;

ATTENDU QU'avis de motion a été donné lors d'une séance extraordinaire du conseil tenue le 13 décembre 2023 ;

ATTENDU QU'un projet du présent règlement a été déposé lors de la séance extraordinaire tenue le 13 décembre 2023 ;

357-12-23

À CES CAUSES, il est proposé par M. Michel Tremblay, appuyé par M. Jean Gauthier, et résolu à l'unanimité des conseillers :

ARTICLE 1

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Catégories d'immeubles

Les catégories d'immeubles pour lesquels la municipalité fixe plusieurs taux de taxe foncière générale sont les suivantes

- catégorie résiduelle
- catégorie des immeubles non résidentiels
- catégorie des immeubles industriels
- catégorie des immeubles agricoles

Une unité d'évaluation ou partie de celle-ci peut appartenir à plusieurs catégories.

ARTICLE 3

Application

Aux fins du présent règlement, les dispositions énoncées aux articles 244.29 à 244.64 de la *Loi sur la fiscalité municipale* s'appliquent.

ARTICLE 4

Par le présent règlement, il est imposé et il sera prélevé chaque année une taxe foncière générale sur l'ensemble des immeubles assujettis à ladite taxe selon les taux établis au présent règlement.

ARTICLE 5

Taux

5.1 Taux de base

Le taux de base est fixé à 0.81 \$/100 de la valeur foncière de l'immeuble ou toute partie d'immeuble, telle que portée au rôle d'évaluation.

5.2 Taux catégorie résiduelle

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixé à 0.81 \$/100 de la valeur foncière de l'immeuble ou toute partie d'immeuble, telle que portée au rôle d'évaluation.

5.3 Taux catégorie des immeubles non résidentiels

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à 2.14 \$/100 de la valeur foncière de l'immeuble ou toute partie d'immeuble, telle que portée au rôle d'évaluation.

5.4 Taux catégorie des immeubles industriels

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles industriels est fixé à 1.84 \$/100 de la valeur foncière de l'immeuble ou toute partie d'immeuble, telle que portée au rôle d'évaluation.

5.5 Taux catégorie des immeubles agricoles

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles agricoles est 0.81 \$/100 de la valeur foncière de l'immeuble ou toute partie d'immeuble, telle que portée au rôle d'évaluation.

ARTICLE 6

Par le présent règlement, le règlement numéro 2022-521 est abrogé à toute fin que de droit.

ARTICLE 7

Les taux fixés par le présent règlement entreront en vigueur le 1er janvier 2024.

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi, et demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas abrogé par un autre règlement.

4- ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2023-531 FIXANT LES TARIFS DE COMPENSATION POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

ATTENDU QU'en vertu de l'article 988 du Code municipal, toute taxe doit être imposée par voie de règlement ;

ATTENDU QU'en vertu des articles 244.1 et suivants de la Loi sur la fiscalité municipale, le conseil peut établir tout mode de tarification pour financer en tout ou en partie ses services municipaux ;

ATTENDU QUE le conseil municipal désire modifier ses tarifs pour le service d'aqueduc ;

ATTENDU QU'avis de motion a été donné lors d'une session du conseil tenue le 13 décembre 2023 ;

ATTENDU QU'un projet de règlement a été déposé lors de la séance du 13 décembre 2023 ;

358-12-23

À CES CAUSES, il est proposé par M. Jean-Sébastien Allard, appuyé par M. Pierre Boudreault, et résolu à l'unanimité des conseillers que :

ARTICLE 1

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 DÉFINITION DES TERMES

Établissement : Signifie un commerce, une industrie, un magasin ou autre qui fonctionne de façon autonome et distincte. Ainsi, dans un même lieu, il peut y avoir plusieurs établissements.

Ferme : Toute organisation munie de bâtiment ou non où il se pratique l'agriculture, que cela soit une ferme laitière, porcine, ovine, horticole, céréalière, une serre de plus de 144 pie ou une ferme d'un autre type, munie d'installation d'aqueduc en provenance du réseau municipal peu importe le nombre et la grosseur des entrées d'eau, et qui est dûment enregistrée auprès du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation comme exploitation agricole.

Résidence : Immeuble résidentiel qui est habité généralement par le propriétaire ou par toute autre personne sous forme de location ou autrement.

Logement : Ensemble d'une ou plusieurs pièces destinées à l'habitation et pourvues de commodités d'hygiène utilisées de façon indépendante à des fins résidentielles.

ARTICLE 3

3.1 Afin de pourvoir aux dépenses annuelles encourues pour le service d'aqueduc (approvisionnement, traitement et distribution de l'eau), il est par le présent règlement décrété, imposé et il sera prélevé annuellement une taxe selon le mode de tarification établi ci-après. Ladite taxe est payable par les propriétaires d'immeubles inscrits au rôle d'évaluation municipale et dont la propriété est alimentée par l'eau de l'aqueduc municipal (peu importe que le réseau soit municipal ou privé).

Section 1 — Résidentielle

TARIF EN VIGUEUR

- Résidence permanente 140 \$/logement
- Résidentiel (immeuble plus de 12 logements) 54 \$/logement

1.2 Exception

Dans le cas des maisons intergénérationnelles autorisées et reconnues par la municipalité en vertu des dispositions de son règlement de zonage en vigueur, le logement supplémentaire sera exempté du paiement du tarif établi pour ledit logement.

Section 2 - Commerciale, industrielle. et institutionnelle

Tout commerce, industrie, institution, non spécifiquement décrit ci-dessous :

TARIF EN VIGUEUR : 220 \$/établissement

Terrain de camping : selon le nombre de terrains offerts en location, comme suit :

TARIF EN VIGUEUR

- A) Terrains desservis : 56 \$/terrain
- B) Terrains non desservis : 29 \$/terrain

Hôtel, motel, auberge et autres lieux d'hébergement : 219 \$ plus
32.40 \$/chambre

Tout autre établissement non décrit ci-dessus, non organisé mais où l'on use de l'eau provenant du réseau municipal : tarif : 140 \$

Section 3 - Agricole

Pour toute ferme, telle que définie à l'article 2 ci-dessus, la tarification sera établie selon le tableau ci-dessous, en fonction de la grandeur des terres de la propriété. Pour établir la grandeur des terres la municipalité utilisera son rôle d'évaluation en vigueur ou, au besoin, les mesures fournies au cadastre ou le livre de renvoi du bureau de la publicité foncière.

<u>Grandeur des fermes</u>	<u>Tarif en vigueur</u>
Moins de 50 acres	135 \$
De 51 à 75 acres	145 \$
De 76 à 100 acres	155 \$
De 101 à 125 acres	165 \$
De 126 à 150 acres	175 \$
De 151 à 175 acres	185 \$
De 176 à 200 acres	195 \$
De 201 à 225 acres	205 \$
De 226 à 250 acres	215 \$
De 251 à 275 acres	225 \$
De 276 à 300 acres	235 \$

Et 30 \$ par 100 acres supplémentaires ou partie de 100 acres.

Section 4 — Piscine

Toute piscine, qu'elle soit hors terre ou creusée est assujettie au paiement du tarif ci-après énoncé à l'exclusion de :

-Toute piscine ou bassin d'eau dont les côtés sont d'une hauteur de moins de 60 centimètres.

-Toute piscine ou bassin d'eau dont les côtés sont d'une hauteur de plus de 60 centimètres et de moins de 120 centimètres et qui n'est pas fixée au sol.

Tarif: 50 \$/piscine.

ARTICLE 4

Tout employé municipal aura droit de visiter entre 9 h et 19 h, lorsqu'il est jugé à propos, toute habitation, commerce ou établissement ou endroit où l'on peut faire usage de l'eau pour recueillir tout renseignement nécessaire à l'application du présent règlement.

ARTICLE 5

Tarif particulier

5.1 Le conseil peut faire avec les abonnés des arrangements particuliers pour l'approvisionnement et la tarification de l'eau dans les cas spéciaux où il considère que la consommation ordinaire est excédée.

Les tarifs particuliers suivants sont établis :

	<u>Tarif en vigueur</u>
- Club de Golf	1083 \$
- Légunord	1000 \$
- Microbrasserie du Lac Saint-Jean	650 \$
- Le Potager Grandmont	1000 \$

5.2 De plus, le conseil pourra, s'il le juge à propos, procéder à l'installation de compteur d'eau dans tout immeuble situé sur le territoire de la municipalité abonné au réseau d'aqueduc en vue de fixer tout tarif particulier.

Les tarifs particuliers qui seront décrétés sont basés sur les coûts unitaires d'approvisionnement et de distribution de l'eau, tels que calculés annuellement par la municipalité et s'appliqueront à tout immeuble muni d'un compteur d'eau en lieu et place de la tarification établie aux sections 1 à 4 de l'article 3 et à l'article 5.1 du présent règlement.

ARTICLE 6

6.1 La taxe fixée ci-dessus sera payable en regard de tout abonné, que l'immeuble soit occupé ou non pendant une période de l'année.

6.2 Toutefois, un crédit équivalant à la taxe annuelle pourra être accordé pour tout logement, commerce ou autre abonné, qui sera non occupé pendant au moins 12 mois consécutifs, et ce, à la demande du propriétaire de l'immeuble.

6.3 Le propriétaire de tout immeuble visé par l'article 6.2 ci-dessus devra faire la preuve qu'il a droit au crédit en fournissant tout document ou autre, à la demande des fonctionnaires de la municipalité.

6.4 Aucun crédit ne pourra toutefois être accordé pour la catégorie résidentielle (immeuble comprenant plus de 12 logements).

ARTICLE 7

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la municipalité de Saint-Gédéon. Les tarifs du présent règlement serviront de base au calcul des services rendus à d'autres municipalités, à moins d'entente particulière fixant toute autre tarification.

ARTICLE 8

Par le présent règlement, le règlement no 2022-518 est abrogé à toute fin que de droit.

ARTICLE 9

Le présent règlement entrera en vigueur rétroactivement le 1er janvier 2024 conformément à la Loi, et demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas abrogé par un autre règlement.

5- ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2023-532 FIXANT LES TARIFS DE COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ÉGOUT

ATTENDU QU'en vertu de l'article 988 du Code municipal, toute taxe doit être imposée par voie de règlement ;

ATTENDU QU'en vertu des articles 244.1 et suivants de la loi sur la fiscalité municipale, le conseil peut établir tout mode de tarification pour financer en tout ou en partie ses services municipaux ;

ATTENDU QUE le conseil municipal désire modifier ses tarifs pour le service d'égout afin d'équilibrer ce service ;

ATTENDU QU'avis de motion a été donné lors d'une session du conseil tenue le 13 décembre 2023 ;

ATTENDU QU'un projet du présent règlement a été déposé lors de la séance régulière tenue le 13 décembre 2023 ;

359-12-23 À CES CAUSES, il est proposé par M. André Gagnon appuyé par M. Jean Gauthier, et il est résolu à l'unanimité des conseillers que :

ARTICLE 1

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 DÉFINITION DES TERMES

Le terme « établissement » dans le présent règlement signifie un commerce, une industrie, un magasin ou autre qui fonctionne de façon autonome et distincte. Ainsi, dans un même lieu, il peut y avoir plusieurs établissements.

Le terme « logement » dans le présent règlement signifie un ensemble d'une ou plusieurs pièces destinées à l'habitation et pourvues de commodités d'hygiène, utilisées de façon indépendante à des fins résidentielles.

ARTICLE 3 TARIFICATION

3.1 Afin de pourvoir aux dépenses annuelles encourues pour le service des égouts (traitement des eaux usées et réseau d'égout), il est par le présent règlement décrété, imposé et il sera prélevé annuellement une taxe selon le

mode de tarification établi ci-après. Ladite taxe est payable par les propriétaires d'immeubles inscrits au rôle d'évaluation et dont la propriété est desservie par le réseau d'égout municipal.

<u>CATÉGORIE D'USAGE</u>	<u>TARIF EN VIGUEUR</u>
Résidentiel	350 \$/logement
– Résidentiel (immeuble comprenant plus de 12 logements	120 \$/logement
– Commercial, industriel	340 \$/établissement
– Terrains de camping (selon le nombre de terrains offerts en location	
– comme suit) :	85 \$/terrain desservi 35 \$/terrain non desservi
– Tout autre immeuble ou on utilise le service des égouts et d'une catégorie non spécifiée ci-dessus :	300 \$

3.2 Exception

Dans le cas des maisons intergénérationnelles autorisées et reconnues par la municipalité en vertu des dispositions de son règlement de zonage en vigueur, le logement supplémentaire sera exempté du paiement de la taxe établie à l'article 3.1 pour ledit logement.

3.3 Tarif particulier

Le conseil peut faire avec les abonnés des arrangements particuliers pour la fourniture et la tarification du service des égouts dans les cas spéciaux où il considère que la charge normale est excédée. Toute entente particulière faite en ce sens est conforme au présent règlement et les tarifs mentionnés aux dites ententes s'appliquent en lieu et remplacement des tarifs établis au présent règlement à titre de tarif particulier.

Les tarifs particuliers suivants sont établis :

	<u>Tarif en vigueur</u>
- Légunord	1440 \$
- Microbrasserie du Lac Saint-Jean	800 \$

ARTICLE 4

- 4.1 La taxe fixée ci-dessus sera payable en regard de tout abonné, que l'immeuble soit occupé ou non pendant une période de l'année.
- 4.2 Toutefois, un crédit équivalant à la taxe annuelle pourra être accordé pour tout logement, commerce ou autre abonné, qui sera non occupé pendant au moins 12 mois consécutifs, et ce, à la demande du propriétaire de l'immeuble.
- 4.3 Le propriétaire de tout immeuble visé par l'article 4.2 ci-dessus devra faire la preuve qu'il a droit au crédit en fournissant tout document ou autre preuve, à la demande des fonctionnaires de la municipalité.
- 4.4 Aucun crédit ne pourra toutefois être accordé pour la catégorie résidentielle (immeuble comprenant plus de 12 logements).

ARTICLE 5

La municipalité aura droit en tout temps de visiter tout immeuble, entre 9 h et 19 h, et de recueillir toute information nécessaire à l'administration du présent règlement.

ARTICLE 6

Par le présent règlement, le règlement numéro 2022-520 est abrogé à toute fin que de droit.

ARTICLE 7

Les tarifs fixés par le présent règlement entreront rétroactivement en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi, et demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas abrogé par un autre règlement.

6- ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2023-533 FIXANT LES TARIFS DE COMPENSATION POUR LES MATIÈRES RÉSIDUELLES

ATTENDU QU'en vertu de l'article 988 du Code municipal, toute taxe doit être imposée par voie de règlement ;

ATTENDU QU'en vertu des articles 244.1 et suivants de la loi sur la fiscalité municipale, le conseil peut établir tout mode de tarification pour financer en tout ou en partie ses services municipaux ;

ATTENDU QUE le conseil municipal désire modifier ses tarifs pour compenser les dépenses reliées au service des matières résiduelles ;

ATTENDU QU'avis de motion a été donné lors d'une séance extraordinaire du conseil tenue le 13 décembre 2023 ;

ATTENDU QU'projet du présent règlement a été déposé lors de la séance extraordinaire tenue le 13 décembre 2023 ;

360-12-23

À CES CAUSES, il est proposé par M. Gabriel Fortin, appuyé par M. Pierre Boudreault, et résolu à l'unanimité des conseillers que :

ARTICLE 1

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 DÉFINITION DES TERMES

2.1 Service des matières résiduelles

L'ensemble des opérations et des coûts encourus par la municipalité (sous forme de quote-part ou autrement) en regard des déchets domestiques, des matières recyclables, des matières organiques, du traitement des matières dangereuses et de toutes autres matières résiduelles à l'exception des boues de fosses septiques.

2.2 Résidence permanente

Immeuble de catégorie résidentielle identifié comme tel au rôle d'évaluation de la municipalité.

2.3 Industrie, commerce et institution (I.C.I.) permanents

Immeuble identifié au rôle d'évaluation de la municipalité comme étant dans une catégorie d'usage commercial, industriel, institutionnel en tout ou en partie et qui est en opération généralement plus de 6 mois par année.

Dans le cas d'un immeuble mixte, les immeubles ayant un usage non résidentiel dans une proportion d'au moins 30 % font partie de cette catégorie. Ces immeubles ont un code d'immeuble non résidentiel de 6 et plus au rôle d'évaluation.

2.3.1 Exclusions

Les I.C.I. ayant un code « immeuble non-résidentiel » et « code de surtaxe de cinq et moins » au rôle d'évaluation.

Les I.C.I. ayant un code d'utilisation au rôle d'évaluation foncière situé entre 9000 à 9900.

Les codes d'utilisation spécifiques dédiés à une activité commerciale considérée sans « résidus » énumérés à l'Annexe « A ».

2.4 Industrie, commerce et institution (I.C.I.) saisonniers

Immeuble identifié au rôle d'évaluation de la municipalité comme étant dans une catégorie d'usage commercial, industriel, institutionnel en tout ou en partie et qui est en opération généralement pour une durée maximum de 6 mois par année.

Dans le cas d'un immeuble mixte, les immeubles ayant un usage résidentiel dans une proportion d'au moins 30 % font partie de cette catégorie. Ces immeubles ont un code d'immeuble non résidentiel de 6 et plus au rôle d'évaluation.

2.4.1 Exclusions

Les I.C.I. ayant un code « immeuble non-résidentiel » et « code de surtaxe de cinq et moins » au rôle d'évaluation.

Les I.C.I. ayant un code d'utilisation au rôle d'évaluation foncière situé entre 9000 à 9900.

Les codes d'utilisation spécifiques dédiés à une activité commerciale considérée sans « résidus » énumérés à l'Annexe « A ».

2.5 Immeuble agricole

Immeuble identifié au rôle d'évaluation de la municipalité comme étant une exploitation agricole enregistrée (EAE) conformément à la réglementation du MAPAQ.

2.5.1 Exclusions

Les exploitations agricoles dûment enregistrées auprès des autorités gouvernementales compétentes, dont tous les bâtiments sont d'une valeur inférieure à 50 000 \$ ou qui sont identifiés dans le rôle d'évaluation foncière par un code d'utilisation « autres activités agricoles » (8199).

2.6 Le terme « établissement » dans le présent règlement signifie un commerce, une industrie, un magasin ou autre qui fonctionne de façon autonome et distincte. Ainsi, dans un même lieu, il peut y avoir plusieurs établissements.

2.7 Le terme « logement » dans le présent règlement signifie un ensemble d'une ou plusieurs pièces destinées à l'habitation et pourvues de commodités d'hygiène, utilisées de façon indépendante à des fins résidentielles.

ARTICLE 3 TARIFICATION

3.1 Afin de pourvoir aux dépenses annuelles encourues pour le service des matières résiduelles, il est par le présent règlement décrété, imposé et il sera prélevé annuellement une taxe selon le mode de tarification établi ci-après. Ladite taxe est payable par les propriétaires d'immeubles inscrits au rôle d'évaluation.

CATÉGORIE D'USAGE TARIF EN VIGUEUR

Résidence permanente	245 \$/ logement
Résidentiel (immeuble comprenant plus de 12 logements)	80 \$/ logement
I.C.I. permanent	610 \$/ établissement
Immeuble agricole	425 \$ / ferme
Tout autre immeuble ou on utilise le service et d'une catégorie non spécifiée ci-dessus :	
Utilisée de façon permanente	245 \$/ immeuble

3.2 Exceptions

- a. Dans le cas des maisons intergénérationnelles autorisées et reconnues par la municipalité en vertu des dispositions de son règlement de zonage en vigueur, le logement supplémentaire sera exempté du paiement de la taxe établie à l'article 3.1 pour ledit logement.
- b. Pour les exploitations agricoles enregistrées (EAE) comportant des logements, le tarif établi pour les résidences sera payable pour chaque logement, en sus du tarif établi pour l'immeuble agricole.
- c. Pour les exploitations agricoles enregistrées (EAE) le tarif sera payable une seule fois, peu importe le nombre d'immeuble porté au rôle au nom de ladite exploitation agricole.

ARTICLE 4

Nonobstant l'utilisation d'un autre service de collecte que celui fourni par la Régie des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean, tout propriétaire d'un immeuble de la catégorie «I.C.I.» pour qui les services de collecte de la MRC sont disponibles doit payer la taxe prévue au présent règlement, qu'il l'utilise ou non.

ARTICLE 5

5.1 La taxe fixée ci-dessus sera payable en regard de tout abonné, que l'immeuble soit occupé ou non pendant une période de l'année.

5.2 Toutefois, un crédit équivalant à la taxe annuelle pourra être accordé pour tout immeuble de la catégorie « résidence permanente » qui sera non occupé pendant au moins 12 mois consécutifs, et ce, à la demande du propriétaire de l'immeuble.

5.3 Le propriétaire de tout immeuble visé par l'article 5.2 ci-dessus devra faire la preuve qu'il a droit au crédit en fournissant tout document ou autre preuve, à la demande des fonctionnaires de la municipalité.

5.4 Aucun crédit ne pourra toutefois être accordé pour la catégorie résidentielle (immeuble comprenant plus de 12 logements).

ARTICLE 6

La municipalité aura droit en tout temps de visiter tout immeuble, entre 9 h et 19 h, et de recueillir toute information nécessaire à l'administration du présent règlement.

ARTICLE 7

Par le présent règlement, le règlement no 2022-519 est abrogé à toute fin que de droit. Les tarifs établis au présent règlement prendront effet au 1er janvier 2024.

ARTICLE 8

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi, et demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas abrogé par un autre règlement.

7- ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2023-534 FIXANT LA TARIFICATION POUR LE SERVICE DE VIDANGE ET DE TRAITEMENT DES FOSSES SEPTIQUES DES RÉSIDENCES ISOLÉES

ATTENDU QUE selon l'article 988 du code municipal, toute taxe doit être imposée par règlement ;

ATTENDU QU'en vertu des articles 244,1 et suivants de la loi sur la fiscalité municipale, le conseil peut établir tout mode de tarification pour financer en tout ou en partie les quotes-parts ou contributions qu'elle est tenue de payer pour une activité d'un organisme public municipal ;

ATTENDU QU'à partir de l'année 2012, la municipalité devra acquitter une quote-part pour le service de vidange et de traitement des fosses septiques des résidences isolées situées sur son territoire ;

ATTENDU QUE le conseil désire établir une tarification pour recouvrer le coût de telle quote-part ;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné lors d'une séance tenue le 13 décembre 2023 ;

ATTENDU QU'un projet de règlement a été déposé lors de la séance extraordinaire tenue le 13 décembre 2023 ;

361-12-23

À CES CAUSES, il est proposé par M. Michel Tremblay, appuyé par M. Jean Gauthier, et résolu à l'unanimité des conseillers que :

ARTICLE 1

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Afin de pourvoir aux dépenses annuelles encourues pour le paiement de la quote-part dont la municipalité est débitrice pour le service de vidange et de traitement des fosses septiques des résidences isolées situées sur son territoire, il est imposé et il sera prélevé annuellement une taxe selon le mode de tarification établi ci-après. Ladite taxe est imposée au propriétaire de l'immeuble et est par conséquent assimilée à une taxe foncière.

Mode de tarification

TARIF EN VIGUEUR

- Résidence permanente visée par le service : 73 \$

ARTICLE 3

Par le présent règlement, le règlement numéro 2011-403 est abrogé à toute fin que de droit. Le tarif établi au présent règlement prendra effet au 1er janvier 2024.

ARTICLE 4

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi, et demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas abrogé par un autre règlement.

8. PAVL VOLET ENTRETIEN (ERL) 2022 - RÉOLUTION

ATTENDU QUE le ministère des Transports a versé une compensation de 17 972 \$ pour l'entretien du réseau routier local pour l'année civile 2022;

ATTENDU QUE les compensations distribuées à la municipalité visent l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la municipalité ;

362-12-23

POUR CES MOTIFS, il est proposé par M. Jean-Sébastien Allard, appuyé par M. André Gagnon, et résolu à l'unanimité des conseillers que la municipalité de Saint-Gédéon informe le ministère des Transports de l'utilisation des compensations visant l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la municipalité, conformément aux objectifs du volet Entretien des routes locales.

9. MODIFICATION AU CALENDRIER DES SESSIONS 2024

Une modification doit être apportée au calendrier des sessions 2024, soit la réunion du 1er avril 2024, doit être remise au 8 avril 2024, étant donné le férié de Pâques.

Il est proposé par M. Gabriel Fortin, appuyé par M. Pierre Boudreault, et résolu à l'unanimité des conseillers d'apporter la modification pour la réunion du mois d'avril 2024 pour le 8 avril 2024.

363-12-23

10. PÉRIODE DE QUESTIONS

Un citoyen demande si le promoteur du PAE du Phare a cédé la rue à la municipalité. M. le maire mentionne que celui-ci est en discussion.

11. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

M. André Gagnon propose la levée de l'assemblée à 19 h 22.

Émile Hudon, maire

Marc-Olivier Simard
Directeur général adjoint
au développement